



# L'agriculture biologique : une solution pour la souveraineté alimentaire

Le réseau GAB-FRAB de Bretagne a remis aux services de l'État sa contribution aux travaux sur la souveraineté alimentaire. Son message est clair : la bio bretonne ne part pas de zéro. Elle produit déjà, elle nourrit déjà, elle emploie déjà — et elle peut faire davantage si les politiques publiques lui en donnent les moyens.

## LA BIO BRETONNE : UNE RÉALITÉ PRODUCTIVE, PAS UNE SIMPLE PROMESSE

En Bretagne, l'agriculture biologique est une réalité productive solide. Elle représente aujourd'hui une part importante des fermes (17 % des fermes bretonnes) et des surfaces agricoles de la région (10,3 %), avec une présence forte dans les légumes, le lait, les grandes cultures et les élevages.

Elle s'appuie sur des fermes ancrées dans les territoires, créatrices d'emplois, et sur des systèmes moins dépendants des engrais de synthèse importés, des pesticides chimiques et, dans plusieurs filières, du soja importé.

Pour le réseau bio breton, ce constat est sans appel : la bio contribue déjà à une souveraineté alimentaire durable. Elle produit, relocalise la valeur, renforce l'autonomie des fermes et répond simultanément aux enjeux agricoles, alimentaires, environnementaux et territoriaux.

Dans la contribution remise à l'État, le réseau GAB-FRAB formule 25 propositions pour renforcer cette dynamique. L'objectif n'est pas de traiter la bio à part, mais de lui donner toute sa place comme levier concret, déjà opérationnel, au service de l'alimentation des habitants.

## DES SOLUTIONS CONCRÈTES, PRÊTES À ÊTRE DÉPLOYÉES

Parmi ces 25 propositions, plusieurs relèvent du bon sens et peuvent largement rassembler les acteurs des conférences autour d'un objectif commun : une souveraineté alimentaire bio, locale et durable.

**La première** concerne le maraîchage bio local. Aujourd'hui, des fermes qui produisent des légumes pour les habitants, créent de l'emploi et font vivre les territoires restent pourtant les oubliées des aides de la politique agricole commune. Le réseau demande donc un accès équivalent aux aides PAC, avec des règles de surface mieux adaptées à la réalité du maraîchage : emploi, production alimentaire et utilité territoriale.

**Deuxième proposition** : soutenir l'abattage de proximité. Pour les élevages bio, notamment bovins, disposer d'outils proches est essentiel. Cela permet de réduire les transports, de garantir le bien-être animal, de renforcer la cohérence des filières locales et de maintenir la valeur dans les territoires.

**Troisième priorité** : renforcer la communication publique sur la bio. Le réseau appelle les pouvoirs publics à se réengager clairement pour mieux informer les consommateurs sur les garanties du label bio, les bénéfices de ce mode de production et l'origine des produits.

Le réseau défend également une meilleure structuration des filières bio locales, le renforcement des outils de transformation et de stockage, ainsi qu'un accompagnement renforcé de l'installation et de la transmission des fermes bio.

**« La bio bretonne contribue déjà à la souveraineté alimentaire.  
La question, désormais, est de savoir si l'on choisit vraiment de s'appuyer sur elle. »**

À travers cette contribution, le réseau GAB-FRAB de Bretagne rappelle une chose essentielle : la souveraineté alimentaire durable ne se décrète pas, elle se construit. Elle repose sur des fermes, des filières et des solutions déjà présentes dans les territoires. En Bretagne, la bio en fait pleinement partie.

---

## CONTACT PRESSE

Fabien TIGEOT - 06 71 51 37 21 (Éleveur bio et Président de la FRAB)  
Elsa CHANEL - 06 26 34 07 04 (Directrice de la FRAB)